



## Évaluation intermédiaire 2010 – Rapport de synthèse

PA « Programme d'appui au développement socioéconomique pour la  
paix en Casamance » (ProCas), Sénégal

Publié par :  
Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Bureau évaluation  
Postfach 5180  
65726 Eschborn  
T +49 61 96 79-1408  
F +49 61 96 79-801408  
E [evaluierung@giz.de](mailto:evaluierung@giz.de)

Élaboré au nom de :  
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement

Internet :  
[www.giz.de](http://www.giz.de)

Établi par :  
Inge Remmert-Fontes et Pierre Lucien Coly

Pour :  
AFC Consultants International GmbH/GOPA Consultants GmbH

Ce rapport d'expertise a été élaboré par des consultants externes indépendants.  
Il reflète exclusivement leur opinion et leur évaluation.

Lieu et date : Bonn/Bern en Juin 2011

## Tableau synoptique

### La mission d'évaluation

Période d'évaluation	Août 2010 - Juillet 2011
Institut/bureau de conseil évaluateur	AFC Consultants International / GOPA Consultants
Équipe d'évaluation	Inge Remmert-Fontes (consultante internationale) Pierre Lucien Coly (consultant national)

### L'action de développement

Intitulé selon l'offre	PA - Programme d'appui au développement socioéconomique pour la paix en Casamance (ProCas)
Numéro	PN 2007.2013.6
Durée totale	Durée totale: 01/2004 – 12/2015 Phase 1: 01/2004 – 06/2007 Phase 2: 07/2007 – 12/2010 Phase 3: 01/2011 – 12/2012 Phase 4: 01/2013 – 12/2015
Coûts totaux	Assistance technique (AT) totale: 21.000.000 EUR (Phase 1: 5.158.000 EUR, Phase 2: 5.800.000 EUR, Phase 3: 4.500.000 EUR, Phase 4: encore ouverte) Assistance financière (AF): 6.000.000 EUR en phase 2, au-delà encore ouvert Contreparties: Phase 1: 668.000 EUR, Phase 2: 650.000 EUR (les contributions des phase suivantes seront probablement égales)
Objectif global selon l'offre	La participation de la population de Casamance à la réduction des conflits et à la stabilisation des conditions économiques et sociales est renforcée.

Organisme de tutelle	Ministère de l'Agriculture (MA); le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est intégré comme coordinateur de la coopération bilatérale
Organisations d'exécution	Intermédiaires sont les élus des collectivités locales (CL) décentralisées des régions de la Casamance (Kolda et Ziguinchor), des représentants des services et agences étatiques ainsi que des organisations non-étatiques (organisations non-gouvernementales, ONG, organisations de base, bureaux de conseil, et groupements traditionnels).
Autres organisations impliquées de la coopération au développement	Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Zentrum für Internationale Migration (CIM), Banque Mondiale (BM), Union Européenne (UE), Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Fond des Nations Unies pour les Enfants (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Banque Africaine de Développement (BAD), Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC).
Groupes cibles	Les habitants des zones de crise, y inclus les familles et individus, qui se sont retirés dans les pays voisins et qui sont prêts à revenir. Ce sont des personnes particulièrement concernées par les effets des conflits (réfugiés, déplacés internes, rebelles consentants à l'intégration), des personnes appauvries ou défavorisées directement ou indirectement par le conflit (surtout des femmes, qui subissent la charge principale de la crise).

**L'évaluation**

Évaluation globale <i>En une échelle de 1 (très bon résultat dépassant sensiblement les attentes) à 6 (l'action est inutile et/ou la situation s'est plutôt dégradée)</i>	2
Évaluation des différents critères	Pertinence et adéquation: 1; Efficacité et degré d'atteinte des objectifs: 2; Impact: 2; Efficience et coordination: 2; Durabilité: 2

L'évaluation intermédiaire a été menée dans la période août 2010 à juillet 2011 par Inge Remmert-Fontes et Pierre Lucien Coly, mandatés par AFC Consultants International / GOPA Consultants, comme une enquête qualitative à la fin de la deuxième phase du programme. L'objet de l'évaluation indépendante est le "Programme d'appui au développement socioéconomique pour la paix en Casamance" (ProCas; PN 2007.2013.6), qui est une programme en association (PA) de l'Assistance Technique et Financière (AT et AF), représentées par la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ; jusqu'à 2010 Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Pour la durée totale de 12 ans (01/2004 à 12/2015), répartie en quatre phases, l'AT est estimée à 21 Mio d'euros. Les éléments concernant les activités de l'AF n'ont été pris en considération que dans la mesure où ils sont nécessaires à la compréhension de l'AT, évaluée ici.

Le partenaire politique est le Ministère de l'Agriculture (MA). Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est inclus en tant que coordinateur de la coopération bilatérale. Les intermédiaires sont: (1) des élus des collectivités locales des régions Kolda et Ziguinchor; (2) des représentants de services et agences étatiques; (3) des organisations non-gouvernementales (ONG), des organisations de base; (4) des bureaux de conseil; (5) des groupements traditionnels. Les groupes cibles comprennent les habitantes de la zone de crise, y compris des familles et individus, qui se sont enfui et qui sont prêts à revenir (réfugiés, déplacés internes (IDP), rebelles voulant se réintégrer) ainsi que les groupes de personnes, directement ou non appauvris ou défavorisés suite au conflit (surtout les femmes, qui subissent la charge principale de la crise). ProCas travailla dans sa deuxième phase du programme dans 12 collectivités locales des 8 zones d'intervention (Diouloulou, Fogny, Nyassia, Oussouye, Goudomp, Marsassoum, Tanaff et Dioulacolon) en Casamance.

Les conditions générales en Casamance sont marquées par sa situation géographique et le conflit armé entre le "Mouvement des Forces Démocratique de la Casamance" (MFDC) et le Gouvernement central. Ce conflit affaiblit l'économie par des dépenses militaires élevées et rend difficile la promotion des droits fondamentaux et tout développement. Des dizaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés ainsi que le minage de terres fertiles en sont d'autres conséquences. L'état catastrophique de l'infrastructure et l'insuffisance des moyens de transport pour la liaison avec le nord du pays aggravent l'isolation et le handicap économique de la région et entravent fortement le développement. La population souhaite ardemment la stabilité et la paix. Mais des échecs au niveau politique mènent encore et toujours à l'arrêt des négociations. Les actions militaires de l'armée et des rebelles freinent le

processus de retour dans une situation économique déjà difficile et créent des nouveaux déplacés et réfugiés.

ProCas apporte une contribution à l'objectif global suivant: "*La participation de la population de la Casamance à la réduction des conflits et à la stabilisation des conditions économiques et sociales est renforcée*". La deuxième phase du programme comporte trois composantes: (1) Capacités de promotion de la paix et coopération des acteurs du développement; (2) mise en place ou reconstruction des infrastructures sociales et économiques de base; (3) promotion de la production de subsistance et de la création de revenus. ProCas contribue à la réduction de la pauvreté qui est l'une des causes structurelles du conflit, assiste des initiatives locales de paix, facilite l'amélioration des relations entre les acteurs de l'Etat et de la société civile ainsi que la réintégration des réfugiés, déplacés et rebelles et améliore ainsi les conditions préalables à une paix durable. Le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non-étatiques vise à améliorer la mise en œuvre des politiques étatiques, des processus de réforme et des mécanismes de coordination dans les domaines thématiques suivants: (1) gestion paisible de conflits; (2) réconciliation, (3) développement des conditions socio-économiques dans un esprit de démocratie, de décentralisation et d'écoute des citoyens. ProCas accompagne des intermédiaires pendant les processus de médiation et aide à l'apprentissage dans un échange réciproque et au sein des réseaux.

Le renforcement de capacités s'opère avec succès aux niveaux individuel, organisationnel et institutionnel: ProCas transmet des compétences aux représentants et représentantes d'autres projets de la GIZ, des collectivités locales (CL), des organisations locales et des agences régionales et nationales. La planification stratégique sensible au conflit et les méthodes de dialogue pour la solution de problèmes s'imposent largement chez les groupes cibles, les partenaires et les intermédiaires. "*L'Agence Régionale de Développement*" (ARD) à Ziguinchor met en œuvre de manière autonome l'approche de planification "Do-no-Harm" comme procédure standard pour ses propres planifications au développement. L'ARD à Kolda est sur le bon chemin et l'ARD à Sédhiou, fondée seulement en 2011, a besoin d'appui supplémentaire. Au niveau de l'ANRAC (Agence Nationale de Relance des Activités en Casamance) la compétence de gestion a été renforcée.

L'intervention flexible des différents instruments (AT, AF, fonds d'aide d'urgence, sécurité alimentaire, appui à la production agricole, santé et éducation), l'intervention sur plusieurs niveaux, une approche et un accompagnement strictement sensibles au conflit, à savoir une consultation accompagnante et orientée vers le processus, permettent des interventions appropriées même dans les régions de crise les plus instables de la Casamance.

Pertinence et adéquation: Les contenus du programme démontrent une grande cohérence avec les politiques nationales, comme p.ex. la stratégie de la réduction de la pauvreté (DSRP) et le Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales de la Casamance (PRAESC), et s'orientent aux *Peace Building Needs* (PBN), aux besoins de la construction de la paix, de la population. La planification et mise en œuvre des activités sensibles au conflit ainsi que le renforcement des capacités de dialogue sont adéquats au contexte du conflit. Pertinence et adéquation se démontrent aussi dans la poursuite des objectifs du millénaire pour le développement, dans l'appui conséquent aux besoins des groupes ciblés, aux priorités des organismes de tutelle politique, des intermédiaires et des partenaires d'exécution ainsi que dans l'encadrement conceptuel dans les concepts de la coopération allemande. La pertinence est ainsi estimée comme **très bien (niveau 1)**, un très bon résultat.

Efficacité et degré d'atteinte des objectifs: L'obtention de l'objectif des indicateurs est dans l'ensemble bien, à très bien. Au niveau de l'objectif global s'annonce que les indicateurs seront très probablement satisfaits jusqu'à la fin de la durée du programme. Il y a un excellent progrès par rapport au renforcement des partenaires et des intermédiaires et concernant la stabilisation socioéconomique de la région. ProCas a apporté une contribution essentielle au réseautage des acteurs étatiques et non-étatiques et a renforcé leurs capacités de gestion de conflit. Retour et réintégration socioéconomique des réfugiés et des déplacés internes ont été facilité d'une manière très efficace. Les contributions au programme de la KfW ont contribué à la reconstruction des infrastructures sociales et physiques. ProCas a renforcé la capacité de dialogue des communes et a stabilisé la situation par l'approche sensible au conflit. C'est pourquoi l'efficacité est estimée comme **bien (niveau 2)**, un bon résultat sans défaillances essentielles.

Impact: La préparation et mise en œuvre soigneuse du retour et de la réintégration avec la promotion du dialogue, la promotion de l'économie des communes, le renforcement de la cohésion sociale et la solution transfrontalière des conflits abouti à l'instauration de confiance au sein de la population. A travers la stabilisation socioéconomique de la situation et la réintégration durable des retournés et déplacés internes se produit une contribution essentielle à la réduction de la pauvreté. La mise en œuvre conséquente sensible au conflit des multiples activités et des réseautages entre population civile et instances étatiques ont promu la confiance entre la population et l'Etat. Une coordination améliorée, plus de cohérence à niveau des instances étatiques ainsi que leur capacité élevée de réagir aux besoins de la population ont changé la dynamique du conflit. La population a appris dans le



quotidien de trouver des solutions non-violentes aux conflits. L'impact est ainsi estimé comme **bien (niveau 2)**, un bon résultat sans défaillances essentielles.

Efficiences et coordination: La gamme de prestations de ProCas est mise en œuvre d'une manière efficiente par une équipe relativement petite d'experts nationaux et internationaux de longue durée, appuyée par des experts de courte durée. Des facteurs de réussite importants pour l'efficacité du programme sont la stabilité, continuité et la professionnalité d'une équipe qui a pu "croître" avec le programme et qui dispose d'une sensibilité au conflit développée et une compétence de consultation dans tous les domaines d'expertise requis. Le système d'alerte précoce professionnel, qui permet la continuité du travail aussi pendant des constellations de conflit difficiles, est un facteur de réussite supplémentaire. La prestation des services est fondée sur des produits clairement définis avec des conventions sur des objectifs concrets. Le pilotage s'opère de manière transparente, à travers un suivi axé sur les résultats. Des contacts étroits et des rencontres de coordination périodiques avec d'autres acteurs de développement augmentent l'efficacité, qui est estimée étant **bien (niveau 2)**, un bon résultat sans défaillances essentielles.

Durabilité: Groupes cibles, intermédiaires et partenaires se sont appropriés des méthodes et des outils d'une planification sensible au conflit, de la mise en œuvre des mesures de développement et de la résolution paisible de conflits. La présence et la collaboration du coordinateur sénégalais de ProCas, qui est un représentant du MA, en contribue de manière essentielle. ProCas a facilité au niveau des villages l'établissement de comités et l'introduction de mécanismes de prise de décisions participative, qui sont poursuivis de manière autonome par des groupes de base. On peut constater des effets durables de renforcement de capacités aux niveaux individuel, organisationnel et institutionnel. Les défis pour la durabilité sont le conflit non résolu (situation pat) entre le MFDC et le Gouvernement central et un manque de progrès en direction d'une solution négociée. Ici, ProCas fait face à des limites claires de son mandat. La durabilité est néanmoins estimée avec un niveau de durabilité **bien (niveau 2)**, un bon résultat sans défaillances essentielles.

L'action de développement ProCas est estimée en total comme **bien (niveau 2)**, un bon résultat sans défaillances essentielles.

Le sujet du genre est intégré dans toutes les formations et mesures de perfectionnement. Depuis le début de 2009, il y a des mesures systématiques de sensibilisation au genre de tous les acteurs et des activités genre sont mises en œuvre (p.ex. promotion des femmes par des mesures de génération de revenus, appui d'un taux genre dans les élections communales). Deux indicateurs au niveau de l'objectif global devront renforcer la parité au

genre; en effet, la participation des femmes dans les comités villageois d'exploitation s'est augmentée de 20% en 2007 jusqu'à fin 2010 à 70%. *Mainstreaming* reste pourtant un défi, entre autre à cause des attitudes traditionnelles qui s'opposent. En plus, la sensibilisation au VIH/SIDA est intégrée dans les interventions de ProCas; pourtant elle se limite dans l'essentiel à l'indication des dangers d'une infection suite à un manque d'hygiène pendant la circoncision. Ici, il serait souhaitable de mettre un accent plus fort sur le lien entre sexualité et l'infection ainsi que des questions de prévention.

Recommandations basé sur l'évidence dans le pôle d'intervention prioritaire:

- Continuation du partenariat stratégique avec ANRAC en vue de la mise en œuvre du PRAESC II;
- Poursuite de la coopération avec ARD et ANRAC par le Programme National pour la Décentralisation;
- Préservation des contributions complémentaires de l'AT et l'AF, dans un étroit engrènement de promotion de paix, décentralisation et renforcement de l'économie en vue d'une stabilisation de la région comme condition préalable pour la décentralisation;
- Amélioration des accords entre GIZ et KfW par rapport à la mise en œuvre technique des interventions;
- Compte rendu analytique systématique des procédures de planification sensible au conflit et d'autres approches de réduction de conflits et "*Scaling up*" au niveau national, avec l'appui du Programme pour la Décentralisation;
- Continuation de l'approche intégrale et intégrée de gestion de conflit, aussi dans la condition d'un accent plus fort sur la décentralisation, tout en l'assurant par une composante portant sur la promotion de la paix en Casamance;
- Lobby et consultation pour le Centre National d'Action Antimines au Sénégal (CNAMS) en vue d'une mise en œuvre rapide d'un plan d'action de déminage;
- Développement d'un programme spécifique de promotion de la jeunesse visé à les aider à surmonter le manque de perspectives et faire d'eux des porteurs actifs de la promotion de la paix;
- Etablissement d'une composante supplémentaire pour "l'appui à l'éducation de base en Casamance", en collaboration avec la KfW.

## Recommandations à l'extérieur du pôle d'intervention prioritaire:

- Vérification des options pour le développement d'une approche régionale de promotion de la paix et de stabilisation socioéconomique, éventuellement à travers l'intégration d'acteurs supplémentaires;
- Utilisation des expériences et d'expertise d'ENDA Diapol (une ONG sénégalaise active au niveau international et partenaire de ProCas) dans la région et dans le cadre d'approches transfrontalières, régionales;

## Comparaison des valeurs ciblées et réelles des indicateurs en vue de la réalisation des objectifs de l'offre (ou bien des indicateurs adaptés) en vue synoptique - y inclus le statut des marque du BMZ

### PA – « Programme d'appui au développement socioéconomique pour la paix en Casamance » (ProCas), Sénégal (PN 2007.2013.6)

#### Objectif global

La participation de la population de la Casamance à la réduction de conflits et à la stabilisation des conditions économiques et sociales se fortifie.

#### Indicatif transversal

Contribution à la réduction de la pauvreté (SHA)	Partenariat public-privé (PPP0)	Ecologie et protection de ressources (UR1)	Approches axées sur programmes (PBA1)	Egalité des sexes (G1)	Prévention de crises, gestion de conflits et promotion de la paix (K2)	Développement participatif / Bonne gouvernance (PD/GG1)
Il y a une contribution importante à la réduction de la pauvreté	4 projets PPP sont été exécutés	Contrôle régulier de la durabilité écologique	Intégration en PRAESC depuis le début du programme	Le <i>mainstreaming</i> de genre demeure un défi au niveau de contenu et de méthodes	Cela est l'essentiel de l'objectif global et correspond à l'appréciation de l'efficacité	Cela est un objectif important du programme et correspond à l'appréciation de l'efficacité.
partiellement réalisé	dépassé	partiellement réalisé	partiellement réalisé	partiellement réalisé	partiellement réalisé	partiellement réalisé

#### Indicateur 1:

Les standards de prestation de service dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture correspondent aux politiques nationales dans 500 sur les 2000 villages de la zone d'intervention (propres enquêtes auprès des populations et des services techniques).

partiellement réalisé

#### Indicateur 2:

Au moins 10 des commissions et comités mis en place par les populations dans la zone d'intervention et qui comprennent plusieurs villages sont des acteurs actifs dans des négociations nationales ou alors

#### Composante 1:

##### Objectif de la composante:

Capacités de promotion de la paix des acteurs de développement et des groupes cibles et la coopération entre eux sont renforcées.

#### Indicateur 1:

Au moins 16 organisations (agences nationales/régionales de développement, ONG, CL, organisations de base) appliquent de manière systématique les modules de gestion réussie du conflit, élaborés par le ProCas (promotion du dialogue

#### Composante 2:

##### Objectif de la composante:

La (ré-) construction des infrastructures prioritaires sociales et économiques de base est planifiée d'une manière collective et sensible au conflit par les CL et les agences concernées avec la participation des citoyens et leur utilisation durable est mise en marche.

#### Indicateur 1:

Dans les 12 communautés rurales soutenues par le Programme dans le cadre de l'actualisation de leurs Plans Locaux de Développement (PLD), des aspects importants relatifs à la gestion du conflit (accès égal aux

#### Composante 3:

##### Objectif de la composante:

Concepts de promotion et prestation de service pour la production de subsistance et la génération de revenus sont améliorées.

#### Indicateur 1:

L'instrument PPP est élaboré, testé pour une mise en œuvre approprié dans le contexte du conflit ; les premiers résultats de cette mise en œuvre sont disponibles.

membres de fora régionaux ou transfrontaliers de dialogue. (valeur de départ : 3, système interne de collecte de données)	social /processus locaux d'échange, accompagnement orienté vers les partenaires; observation du milieu social tenant compte de la situation de conflit, évaluation d'impact (système interne de collecte de données), dans le cadre de la mise en œuvre de leurs actions de développement.	ressources, besoins des groupes marginalisés, exploitation des sols) sont pris en considération dans lesdits PLD. (propre enquête)	
réalisé	réalisé	réalisé	réalisé
<b>Indicateur 3:</b> 70% des populations adultes de retour (ce chiffre devra aller jusqu'à 20.000 en 2006, incluant entre autre les ex combattants ainsi que les chefs de familles, hommes et femmes) habitent le village pendant au moins six (6) mois de l'année et participent aux activités sociales du village. (propres enquêtes, échantillon représentatif)	<b>Indicateur 2:</b> Dans chacune des 8 zones d'intervention, au moins 5 nouveaux microprojets (petites infrastructures villageoises, cérémonies traditionnelles, manifestations des jeunes et activités sportives) sont initiés et organisés par les populations, en coopération avec les organisations de base, puis mises en œuvre et puis documentées par elles-mêmes (système interne de collecte de données)	<b>Indicateur 2:</b> Dans les communautés rurales où des systèmes d'irrigation agricole sont installés, dans le cadre de la CF, des comités d'usagers sont mis en place en vue de l'exploitation durable des vallées fluviales destinées à l'agriculture; et sont opérationnels. (propre enquête)	<b>Indicateur 2:</b> Des services techniques et des producteurs ont développé un programme pour la production de semence de riz de qualité et ils ont commencé sa mise en œuvre. (propre enquête)
pas évalué	partiellement réalisé	partiellement réalisé	réalisé
<b>Indicateur 4:</b> La part des femmes dans les instances de décision augmente de 50% dans au moins 25% des communautés rurales qui constituent les huit (8) zones d'intervention (situation actuelle : conseil municipal et comités de gestion des infrastructures de base 10-15%, comités pour la paix 20%; données propres).	<b>Indicateur 3:</b> Au sein de 3 instances transfrontalières de concertation au moins, des thèmes comme la libre circulation des personnes et des biens, le vol de bétail, l'exploitation des terres et les problèmes de sécurité sont discutés, traités et des propositions de solution sont soumis aux autorités. (propre enquête)	<b>Indicateur 3:</b> L'Agence Régionale de Développement (ARD) a intégré dans ses procédures relatives à l'appui aux collectivités locales dans l'élaboration des plans de développement, des aspects liés à la situation de conflit en valorisant/mettant à contribution les expériences et les produits développés par le Programme. (propre enquête)	
pas évalué	réalisé	réalisé	
<b>Indicateur 5:</b> Les stratégies de 3 processus importants au niveau national sont analysés selon le principe „do-no-harm“ et des mesures de mise en œuvre correspondantes formulées : la coordination de la relance (ANRAC), le développement local (PNDL) et la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DSRP). (Système interne de collecte de données)	<b>Indicateur 4:</b> Dans les zones d'intervention du Programme, des mesures de prévention du VIH/SIDA sont intégrées de manière systématique dans au moins 10 grandes manifestations pour la paix, (fêtes d'initiation, dialogues transfrontaliers), en coopération avec les services étatiques. (Sensibilisation par les services étatiques, appuyés par les autorités traditionnelles). (Système interne de collecte de données)		
réalisé	partiellement réalisé		
réalisé	partiellement réalisé	pas évalué	pas réalisé

KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS  
KNOWING WHAT WORKS

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn/Germany  
T +49 61 96 79-1408  
F +49 61 96 79-801408  
E [evaluierung@giz.de](mailto:evaluierung@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)